



# ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 279

du 19 au 25 juillet 1988



## POLITIQUE

Les ministres analysent l'équilibre militaire en Amérique centrale  
Le Guatemala demande une augmentation de l'aide militaire  
Le sommet présidentiel est repoussé  
Création d'une nouvelle centrale de la sécurité  
Enlèvement d'un juge  
Le gouvernement interdit un journal radiophonique

## ECONOMIE

Le niveau de vie baisse au Guatemala  
Les Etats-Unis augmentent la cote à l'exportation du sucre

## INSURRECTION

L'UNRG a infligé 313 pertes à l'armée en juillet

## MOUVEMENT POPULAIRE

Un congrès de la UASP est prévu à la fin du mois  
Résolution du conflit à LUNAFIL  
Des paysans refusent d'intégrer les patrouilles civiles

## DROITS DE L'HOMME

La CDHG condamne l'attentat contre un étudiant  
Le GAM dénonce les pressions exercées par l'armée et par les PAC  
7 victimes de la violence

## REFUGIES

Le Mexique et le Guatemala analysent la situation des réfugiés

4°P. 12315

## POLITIQUE

### LES MINISTRES ANALYSENT L'EQUILIBRE MILITAIRE EN AMERIQUE CENTRALE

Une réunion des ministres des Relations extérieures du Guatemala, du Costa Rica, du Salvador et du Honduras doit se tenir le 1er août dans la capitale du Guatemala. George Schultz, secrétaire d'Etat des Etats-Unis assistera à cette rencontre dont le but est d'analyser la sécurité régionale et de chercher un équilibre militaire entre les pays concernés, y compris le Nicaragua. Selon le ministre des Relations extérieures guatémaltèques, Alfonso Cabrera, le fait que ce thème puisse être abordé lors de cette réunion constitue un "triomphe".

### LE GUATEMALA DEMANDE UNE AUGMENTATION DE L'AIDE MILITAIRE

Alfonso Cabrera, ministre des Relations extérieures, a fait savoir le 19 juillet que le gouvernement guatémaltèque avait demandé aux Etats-Unis une augmentation de 10 millions de dollars de l'aide militaire pour 1988. Le président Vinicio Cerezo estime en effet cette aide nécessaire au maintien de l'équilibre militaire dans la région. Selon Cabrera, le Guatemala a été abandonné par les Etats-Unis.

La demande sera présentée lors de la réunion qui doit se tenir le 1er août dans la capitale du Guatemala, à laquelle participeront les ministres des Relations extérieures des pays d'Amérique centrale, à l'exception du Nicaragua.

### LE SOMMET PRESIDENTIEL EST REPOUSSE

De source officielle, on a appris que le sommet des présidents centraméricains prévu pour le 7 août n'aurait lieu qu'à la fin de ce mois ou au début du mois de septembre. La date du 7 août avait été choisie pour commémorer l'anniversaire de la signature des accords de paix d'Esquipulas II. Cette décision a été prise à la demande des présidents du Guatemala, du Honduras et du Salvador, dans le but d'obtenir de meilleures informations sur le déroulement de la mise en oeuvre des accords de paix.

### CREATION D'UNE NOUVELLE CENTRALE DE LA SECURITE

Le ministre de la Défense nationale, le général Hector Gramajo Morales, a annoncé le 19 juillet la création du Système de protection des citoyens, organisme chargé de coordonner les activités de la sécurité interne. Selon le ministre, le SIPROCI est déjà en activité dans les secteurs des douanes, des migrations et de tous les corps de sécurité d'Etat, sous la direction de l'armée.

### ENLEVEMENT D'UN JUGE

Julio Anibal Trejo Duque, juge du tribunal pénal de 7<sup>e</sup> instance, a été enlevé dans l'après-midi du 20 juillet à la sortie de son travail. Il venait d'annoncer l'arrestation de 16 agents de la police des douanes compromis dans 5 enlèvements et assassinats politiques.

Au moment de son enlèvement, le juge Trejo était accompagné de l'avocat Carlos Salvador Moran Amaya, dont le cadavre a été retrouvé le 22 juillet dans un quartier populaire de la capitale. Trejo a été libéré le même jour. Selon le vice-ministre de l'Intérieur, Julio Cesar Rivera Claverie, la libération du juge est le produit de "la coordination des activités entre la police nationale, la police des douanes et les autres corps de sécurité." Pour Trejo, sa remise en liberté est due à une erreur de ses ravisseurs.

## LE GOUVERNEMENT INTERDIT UN JOURNAL RADIOPHONIQUE

Le 20 juillet, la Direction générale de radiodiffusion nationale a ordonné la fermeture de l'une des sections du journal radiophonique El Heraldito, diffusé sur Radio Centroamericana. Le programme interdit est "El sentir popular", dans lequel sont commentées des dénonciations sur les activités illicites de fonctionnaires et sur les violations des droits de l'homme commises sous le gouvernement Cerezo.

## ECONOMIE

### LE NIVEAU DE VIE BAISSÉ AU GUATEMALA

Selon un rapport de l'Institut d'études économiques et sociales (IIES) de l'Université de San Carlos diffusé le 24 juillet, l'augmentation des prix des produits de base a provoqué une diminution du salaire réel des travailleurs guatémaltèques. L'unification des taux de change adoptée récemment par le conseil monétaire de la Banque du Guatemala fait ressurgir "le spectre d'un processus inflationniste accéléré" ; il ne faut donc pas permettre la régulation des prix par le marché libre. Selon l'IIES, les éléments les plus influents sur la crise économique du Guatemala résident dans l'inflation démesurée des années 1983-85, provoquée par des pressions spéculatives sur le taux de change et la masse monétaire excessive en circulation.

### LES ETATS-UNIS AUGMENTENT LA COTE A L'EXPORTATION DU SUCRE

Le 23 juillet, Richard Lyng, secrétaire du département de l'Agriculture nord-américain, a annoncé l'augmentation de la cote d'exportation du sucre guatémaltèque. C'est le résultat des sanctions économiques et commerciales décidées par le gouvernement du président Reagan à l'égard du Panama.

## INSURRECTION

### L'UNRG A INFLIGÉ 313 PERTES A L'ARMÉE EN JUILLET

La station de radio Voz popular a annoncé le 22 juillet que les forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG) ont infligé 313 pertes à l'armée dans le courant du mois de juillet. 59 pertes ont été causées dans le département du Quiché (nord-ouest du pays), 27 entre les 17 et 19 juillet dans la municipalité el Provenir, département de San Marcos (ouest du pays). Les unités de l'UNRG ont endommagé un hélicoptère dans le département du Huehuetenango (nord-ouest du pays).

## MOUVEMENT POPULAIRE

### UN CONGRES DE LA UASP EST PREVU A LA FIN DU MOIS

L'Unité de l'action syndicale et populaire (UASP) a décidé de repousser de quelques jours son mot d'ordre de grève générale ; elle organise un congrès extraordinaire le 30 juillet dans la capitale. Selon son dirigeant, Luis Colcho, le congrès a pour objectif de "consulter la base dans une assemblée générale" ; les délégués des travailleurs de toutes les régions de la république y sont invités.

## RESOLUTION DU CONFLIT DE LUNAFIL

Le conflit de l'usine de textiles LUNAFIL en cours depuis juin 1987 a été résolu le 20 juillet par la signature d'une convention collective du travail. Les travailleurs ont alors accepté de libérer les installations occupées depuis le début du conflit. Cinq des travailleurs ont été licenciés. Il y a quelques mois, l'usine, située dans la municipalité de Amatitlan, département du Guatemala, avait été prise d'assaut par la police, qui avait blessé l'un des occupants et confisqué toutes les machines.

## DES PAYSANS REFUSENT D'INTEGRER LES PATROUILLES CIVILES

Le 21 juillet, des centaines de paysans de la municipalité de Zacualpa, dans le département du Quiché (nord-ouest du pays), ont fait connaître leur refus d'intégrer les patrouilles d'auto-défense civile ; ils se sont plaint de l'attitude des chefs de patrouilles, qui pratiquent la coercition et la menace, allant jusqu'aux enlèvements et aux assassinats, pour obliger les paysans à accomplir leur tour de garde.

Les paysans ont signalé devant les représentants de l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) que cette attitude est illégale ; l'article 34 de la Constitution stipule clairement que la participation des citoyens aux corps paramilitaires est volontaire.

Parmi les anomalies dénoncées par les paysans, on note qu'ils doivent obtenir l'autorisation du chef de patrouille local pour sortir de leur communauté ; ceci constitue une violation de l'article 26 de la constitution sur la liberté de locomotion sur le territoire national.

## DROITS DE L'HOMME

### LA CDHG CONDAMNE L'ATTENTAT CONTRE UN ETUDIANT

Le 23 juillet, la Commission des droits de l'homme du Guatemala a condamné l'attentat commis la veille contre le coordinateur de la Commission de la culture et des Sports de l'association des étudiants, Oscar Monterroso ; l'attentat a donné lieu à l'enlèvement de Adrian Guerra Roca, étudiant de la faculté d'Agronomie de l'université de San Carlos.

Le 22 juillet, 12 individus en uniformes militaires et armés de gros calibres ont attaqué et tiré sur le dirigeant étudiant ; ce dernier a réussi à échapper à ses poursuivants ; il n'en a pas été de même pour Guerra, qui a été blessé et chargé de force dans un véhicule.

L'attentat a eu lieu aux abords du domicile de Monterroso, dans un quartier est de la capitale.

### LE GAM DENONCE LES PRESSIONS EXERCEES PAR L'ARMEE ET PAR LES PAC

Le Groupe d'appui mutuel aux proches des disparus a dénoncé le 22 juillet les pressions exercées contre ses dirigeants par l'armée et les patrouilles d'auto-défense civile. Les dirigeants du GAM se trouvent dans la municipalité de San Pedro Jocopilas, dans le département du Quiché (nord-ouest du pays). Ils essaient d'exhumer les restes de 16 paysans enterrés dans un cimetière clandestin.

Le GAM exige le respect et l'intégrité physique des personnes employées à l'exhumation ; l'armée et les PAC sont désignés comme les responsables de tout éventuel attentat.

## 7 VICTIMES DE LA VIOLENCE

La presse du 25 juillet dénombre 3 assassinats et 4 enlèvements commis dans le contexte de violence politique des derniers 6 jours. Les paysans Fabian Armando Rosales et Carlos Roberto Perez ont été enlevés dans la municipalité de Chiché (El Quiché) et dans celle de Coatepeque (Quezaltenango). Le juge Julio Anibal Trejo Duque et l'avocat Carlos Salvador Moran Amaya ont été enlevés dans la capitale. Ce dernier a été retrouvé mort. Roberto Vivas Osorio, Antonio Aranda Latin et Felipe Perez Zamora ont été assassinés par balle dans différentes régions du pays.

## REFUGIES

### LE MEXIQUE ET LE GUATEMALA ANALYSENT LA SITUATION DES REFUGIES

Les représentants de la Commission spéciale pour les rapatriés (CEAR) du Guatemala, de la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR) et du haut commissariat des nations unies pour les réfugiés (ACNUR) se sont réunis les 22 et 23 juillet dans la ville de Antigua Guatemala, département du Sacatepequez, afin "d'évaluer ce qui a été fait en matière d'assistance aux réfugiés au cours du dernier trimestre."

La réunion était présidée par Carmen Rosa de Leon Escribano, directrice de la CEAR et par l'ambassadeur Oscar Gonzalez, directeur de la COMAR. D'après des données officielles, 2 mille réfugiés ont été rapatriés au Guatemala au cours des 31 mois de gouvernement civil. 45 mille personnes environ sont toujours au Mexique, réparties dans les états du Chiapas, du Campeche et du Quintana Roo.

L'ACNUR attribue environ 9 dollars par jour et par réfugié ; la Communauté économique européenne a accordé un financement d'aide aux réfugiés d'un montant de 2,8 millions de dollars.